

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion du dîner offert en l'honneur de M. Amintore Fanfani, président du Conseil de la République italienne, Paris, Palais de l'Élysée, lundi 14 février 1983.

Monsieur le ministre,

- Je dirai très simplement, monsieur le président, tant vous vous identifiez à la politique de votre pays, tant des responsabilités éminentes, tant vous avez accompli d'actes utiles et importants en Italie, tant vous signifiez à l'extérieur de l'Italie une phase de votre histoire.

- Alors, monsieur le président, laissez-moi vous dire la joie que j'ai de vous recevoir ainsi que ceux de vos ministres qui vous accompagnent et qui participent à cette deuxième rencontre - la première ayant eu lieu à Rome l'an dernier. Ce type de réunion me paraît nécessaire. Il n'était pas normal d'avoir une attitude différente entre la France et l'Italie par rapport à ce qui existe entre l'Allemagne `RFA` et la France ou la Grande-Bretagne et la France. Vous-même avez souhaité et multiplié ce genre d'échanges avec nos partenaires de l'Europe des Dix `CEE`, et vous avez bien fait. Il eut été paradoxal que votre pays et le mien ne soient pas disposés à mettre tout en jeu pour que leur harmonie put non seulement profiter à leurs intérêts mutuels, mais aussi à leur condition au-sein de notre Europe. Puisqu'il en est ainsi je m'en réjouis et le début de nos conversations, cet après-midi, m'a déjà permis de saisir à quel point, fidèle à vos propres convictions, vous étiez désireux que cette communauté put réussir à devenir, pour employer l'expression de Walt Whitman, ce qu'elle est en réalité et qu'elle ignore trop souvent. C'est-à-dire la première puissance commerciale du monde et elle pourrait être plus encore dans bien d'autres domaines si elle le savait, si elle en avait pleine conscience, peut-être aussi si elle en avait, au-delà de la lucidité, le courage.

- Nous avons à traiter un certain nombre de problèmes dont nous parlerons encore demain matin puis, vous et moi, devant la presse. Et ces problèmes sont, de plusieurs ordres, faciles à déterminer. Cela vient tout de suite à l'esprit - c'est-à-dire nos relations bilatérales, qui ne sont pas aussi complexes qu'elles l'ont été, on peut dire même qui sont assez simples - il n'existe que deux ou trois points sur lesquels nous avons besoin de régler notre démarche avec l'espoir sensé d'y parvenir rapidement.\

Notre façon d'être, de penser et d'agir, face aux problèmes internes de la Communauté `CEE`, et là, nous rencontrons des intérêts si divers, parfois même contraires - j'espère qu'ils ne sont pas contradictoires, sans quoi ils ne seraient pas résolus - qui font que la Communauté hésite sur elle-même, pour donner à son contenu, hérité du Traité de Rome, sa permanence. Et cette permanence ne sera assurée que par le progrès. Si elle piétine, elle se disloquera.

- Et puis le problème que pose l'éventuel élargissement : élargissement souhaitable, mais j'ajouterai, à la condition que chacun ait également pleine conscience de ses obligations. Obligations à l'égard des partenaires existants de l'Europe des Dix, qui ne peut s'élargir que si elle a déjà réalisé, non pas son programme, sans quoi il n'y aurait jamais d'issue - on n'arrive jamais au bout de son propre programme - mais que ses structures soient fermes et que les produits qui doivent être protégés par la Communauté, le soient véritablement, de peur qu'ils ne succombent devant la concurrence extérieure, plus alourdis encore par l'arrivée de quelques-uns.

Mais cela est également à la portée de responsables politiques sérieux, désireux de réaliser l'Europe telle qu'elle est, dans sa réalité géographique, historique, culturelle. C'est une des grandes tâches des mois qui viennent.

- Notre Europe a aussi à définir au-delà de ses intérêts économiques, une volonté politique. Les responsables italiens ont été d'ailleurs toujours parmi les premiers, au sein des sommets auxquels j'ai participé, à défendre cette perspective. Et ils ne seront pas étonnés si je rappelle, car c'est bien plusieurs d'entre vous, et notamment M. Colombo ` ministre des affaires étrangères ` , qui ont personnifié cette démarche.

- Et puis, il y a des problèmes qui touchent aux relations de la Communauté, élargie ou non, et des pays avec lesquels les contrats ont été passés, dont le sort dépend, pour une part, du nôtre - je pense, notamment, aux pays de l'Afrique du Nord.

- Voilà tout ce qu'il faut traiter rapidement si l'on veut que le mois de juin permette, lors du sommet européen, des décisions utiles, intervenant au bon moment et pas trop tard. Car, déjà, lorsque nous nous rencontrerons, pour discuter au sommet des pays industrialisés, beaucoup d'engagements seront pris. Il serait dommage que l'Europe fut en retard par rapport aux décisions.\

Puis, il y a ce que deux grands pays doivent pouvoir se dire sur les affaires de la planète. C'est le troisième thème.

- Nous avons à définir, si possible en commun, la façon dont nous agissons, par rapport au Proche-Orient, à la guerre du Moyen-Orient, du Bassin de la Méditerranée, mais, bien au-delà, dans les relations Est - Ouest, sous leurs aspects économiques, sous leurs aspects militaires. Bref, nous sommes, ou nous avons en charge - il faut que nous en ayons aussi pleine conscience - nous avons aussi en charge la marche du monde, non pas que j'obéisse en disant cela à je ne sais quel réflexe de puissance - je fais parfaitement la mesure de mon pouvoir - mais ces pouvoirs sont réels. La parole de la Communauté ` CEE ` - je le constatais en écoutant tout à l'heure monsieur le ministre de l'économie et des finances - lorsque c'est une parole concertée et unie, elle porte et elle porte loin. Et lorsque l'Italie et la France auront la sagesse - ce qui est le cas - de prévoir ensemble, de régler leurs propres problèmes, alors, directement et indirectement, la marche des choses en sera modifiée. J'espère que demain matin, nous pourrions approfondir encore notre réflexion commune sur ces questions, parfois dramatiques, qui se posent à nous pour préserver la paix et en sachant bien que nous ne la préserverons que si nous savons créer les structures, qui, à-partir du désarmement, de la sécurité collective et des arbitrages nécessaires, permettront de dominer les passions et les intérêts qui les poussent.\

S'ajoute dans mon esprit un aspect qui n'est pas négligeable, celui des relations historiques qui ont souvent un ton passionnel et, en tout cas, sentimental entre nous. Rares sont les Français qui pourraient être insensibles à la séduction, au charme, aux réussites que l'Italie peut nous présenter, cette harmonie si rare entre l'homme et la nature, entre le génie de l'homme et celui de la nature. Je crois savoir que le prestige de la France existe aussi en Italie et qu'à travers les siècles, nous avons su vivre ensemble, souvent en nous opposant et bâtir, tout de même, d'un même mouvement, une civilisation et une forme de culture, qui doivent beaucoup l'une à l'autre. Interpénétrés comme nous le sommes, la marche de l'avenir nous est dictée. Même si nous le voulions pas, alors nous tournerions le dos à l'avenir et sans doute aux intérêts les plus profonds de ceux que nous représentons. J'envisage donc la période qui commence avec une grande confiance, confiance dans les hommes, confiance dans leur sens de la responsabilité, confiance dans nos peuples qui n'attendent de nous que bien peu de choses, mais essentielles. Savoir dominer les ruptures présentes qu'on appelle d'un mot commode, la crise, c'est-à-dire l'adaptation de cette fin de siècle aux transformations qui se sont produites dans les décennies précédentes, avoir une certaine idée de l'homme, de ses besoins, de ses aspirations, qui transcendent le plus souvent les réalités quotidiennes. S'il n'y a pas de réponse à apporter aux questions essentielles, qui touchent cette fois-ci aux comportements et à l'intuition du destin, pour protéger cette capacité de chaque individu à vivre en société, alors nous serions bien indignes de la civilisation dont nous sommes porteurs.

- C'est un langage que l'on peut tenir à des Italiens, parce que c'est le langage qu'ils pratiquent eux-mêmes. C'est ce qui donne un aspect privilégié à ce type de rencontre.

- J'ai pu observer qu'au-cours de ces derniers mois, nous avons su déjà régler toute une série de contentieux, généralement mineurs, mais irritants. Bref, nous avons fait des progrès dans notre compréhension mutuelle. S'il en reste à faire, nous y sommes disposés. Je sais que tel est votre sentiment. Aussi, monsieur le président, vous, messieurs, je vous parle ici et je m'adresse à nos hôtes italiens, devant lever mon verre, selon la tradition, à votre santé personnelle, à notre espoir, mes vœux à la réussite de vos efforts, il me sera aisé, élargissant nos propos, d'exprimer les vœux que la France porte à l'Italie, au grand peuple italien dont vous êtes ici les représentants et les interprètes, reçus par nous-mêmes, avec le sentiment que nous sommes ici entre amis.\